Garder le cap

Une Autre Voix Juive, 10 mars 2010

(Après Gaza. Texte amendé et approuvé par les signataires du Manifeste)
<http://uavj.free.fr>

Le manifeste d'Une autre Voix Juive (UAVJ), paru en 2003, actualisé en 2004, a été signé par plus de mille cent citoyens français juifs ou d'origine juive, chiffre considérable compte tenu de la dimension du groupe de signataires potentiels. Les textes complets de ces deux manifestes sont consultables sur le site

Ces textes s'articulent autour d'un certain nombre de principes, toujours confirmés depuis 2003 :
– Ni le CRIF ni le gouvernement israélien ne peuvent prétendre parler au nom des citoyens français juifs ou d'origine juive : les opinions des Français juifs sont aussi diverses que celles des Français en général ;
– Le peuple palestinien possède, comme tous les peuples, des droits inaliénables énoncés par la Charte de l'ONU. Les résolutions de l'ONU 194 et 242, notamment, sont la base de tout règlement pacifique au Proche-Orient ;
– S'opposer à la politique du gouvernement israélien n'est pas de l'antisémitisme ;
– La recherche d'une paix juste et durable entre l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne doit déboucher sur un État palestinien coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité, avec les frontières de 1967, et Jérusalem comme capitale partagée. Le problème des réfugiés doit recevoir une solution négociée juste. Ce sont des impératifs incontournables, indépendants des modalités concrètes de leur mise en œuvre.

Ces dernières années, certains évènements politiques ont fait naître de l'espoir – comme l'initiative de Genève, la déclaration de la Ligue arabe, l'élection de Barack Obama. D'autres, au contraire, ont semblé barrer la route à tout règlement – la guerre au Liban, la division du mouvement national palestinien avec le coup de force du Hamas à Gaza ; la poursuite de la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie ; la construction du mur de séparation empiétant sur le territoire palestinien ; l'élection d'un gouvernement allié à l'extrême droite raciste (parti d'Avigdor Lieberman) en Israël ; la politique extrémiste du gouvernement iranien...

La guerre meurtrière déclenchée contre Gaza a reçu l'appui massif d'une opinion publique israélienne dont la peur a été exacerbée par l'exploitation politique et médiatique des bombardements du Hamas sur le sud d'Israël. Le Hamas a fait l'objet d'un soutien politique constant – ouvert ou caché – du Gouvernement israélien visant à affaiblir l'Autorité palestinienne et à prouver aux yeux de l'opinion israélienne l'impossibilité de toute solution de paix.

Il ne peut y avoir à nos yeux de renvoi dos à dos des responsabilités. Les crimes de guerre commis par l'armée israélienne contre une population civile sans défense, les 1400 morts dont 400 enfants, la poursuite du blocus de Gaza après les destructions massives des infrastructures essentielles, ont provoqué à juste titre une indignation planétaire, et changé qualitativement l'image d'Israël dans de larges fractions de l'opinion publique mondiale.
Le rapport Goldstone évoque des crimes de guerre commis par le Hamas et Israël, en insistant sur l'extrême gravité des crimes imputés à l'armée israélienne. Il demande des enquêtes approfondies et indépendantes. Les sanctions contre les crimes de guerre commis par les uns et les autres relèvent d'une exigence de justice. UAVJ a donné son soutien à la constitution d'un tribunal Russell, malgré le silence de ce dernier sur les crimes du Hamas, pour concrétiser l'exigence de sanctions des crimes israéliens.

La situation actuelle est caractérisée par trois crises simultanées :
- *En premier lieu,* celle du « processus de paix », qui subordonne l'établissement de l'État palestinien à des négociations sans cesse torpillées par le gouvernement israélien et handicapées par la division palestinienne. Il est considéré par beaucoup comme ayant épuisé ses promesses, sans autre résultat que la poursuite de la colonisation de la Cisjordanie ;
- *En deuxième lieu,* l'incapacité des gouvernements israéliens à répondre aux exigences du mouvement national palestinien par autre chose que la violence militaire, la poursuite de la colonisation, c'est-à-dire le

renforcement des obstacles principaux à la paix. Le président Obama semble avoir renoncé aux pressions nécessaires pour amener Israël à des négociations de paix sincères ;

- *Enfin,* la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, son obstination à ne pas reconnaître l'État d'Israël son refus d'accepter la réconciliation avec l'OLP, son refus d'une paix juste et durable sapent la position palestinienne dans tout processus de paix.

Cet état de fait a donné lieu à une radicalisation des positions dans divers secteurs de l'opinion publique en France, nourrie par le découragement, le pessimisme, le désespoir.

- *D'une part,* l'élection dans les organes dirigeants du CRIF de l'avocat très à droite G.W. Goldnadel, l'alignement du CRIF sur la politique israélienne, témoignent d'une évolution préoccupante au sein des éléments communautaristes juifs, de moins en moins capables de percevoir la politique israélienne pour ce qu'elle est et de représenter la diversité politique des Français juifs.

- *D'autre part,* parmi les secteurs de l'opinion acquis à la cause palestinienne, on voit certains abandonner le terrain solide de la lutte pour le droit et la justice, basés sur la légalité internationale, pour s'aventurer dans la voie sans issue d'un hypothétique État unique, en lieu et place des deux États prévus par les résolutions de l'ONU pour les deux peuples. Cette idée, quoique séduisante à première vue, ne correspond aux attentes ni du peuple palestinien, ni du peuple israélien.

Une campagne citoyenne de boycott et de sanctions contre la politique israélienne n'a de sens que dans une clarté totale : son orientation pour une paix assurant aux peuples du Moyen Orient la sécurité, dans le cadre de la légalité internationale, sur la base des résolutions de l'ONU.

L'Union européenne interdit l'importation de produits israéliens provenant des colonies. Il faut exiger la traçabilité des produits israéliens. Un boycott doit être exclusivement tourné contre la colonisation, et non contre Israël dans son ensemble.

Il s'agit de combattre une politique, pas un peuple. Il faut, au contraire, soutenir les forces démocratiques israéliennes qui luttent au côté des forces démocratiques palestiniennes.

UAVJ désapprouve un appel au boycott d'Israël dans des termes qui contestent, implicitement ou explicitement, sa légitimité en tant qu'État. Une telle orientation est inacceptable. Elle pousserait davantage de citoyens français juifs dans les bras des défenseurs inconditionnels de la politique de la droite israélienne, et renforcerait leur influence.

Selon nous, l'efficacité du rassemblement des forces de paix dépend de sa capacité politique à répondre, à la fois, à deux sensibilités apparemment opposées : d'une part, de larges fractions de l'opinion n'acceptent plus l'injustice subie par le peuple palestinien, tandis que d'autres citoyens (parfois les mêmes) sont attachés à la sécurité d'Israël. Toute expression, toute action, toute manifestation, en faveur de la paix doivent viser indissociablement à la réalisation des droits nationaux palestiniens et à la sécurité pour les deux États.

La discussion relative au sionisme comme idéologie politique a son utilité. UAVJ combat l'idée que la condamnation du sionisme serait une forme d'antisémitisme. Menée en Israël dans le cadre de l'exigence intellectuelle, cette discussion ne peut qu'y conduire à des remises en cause à dominante progressiste. Mais la caractérisation de l'État d'Israël comme « État sioniste », le choix du « combat contre le sionisme » comme fondement de l'action politique pour la recherche d'une « paix juste et durable » sont lourds de dangers. Écho direct du discours des dirigeants israéliens qui prétendent faire d'Israël le porte-voix et l'exclusif représentant de l'« opinion juive » dans le monde, le combat contre le sionisme et les slogans antisionistes doivent être proscrits des manifestations. Si Israël « État sioniste » est le représentant des Juifs dans le monde, le « combat contre le sionisme » devient un combat contre les Juifs. Cette thématique est en fin de compte celle d'antisémites notoires. Aucun progressiste ne peut accepter pareil voisinage.

Les conditions d'une paix juste et durable sont connues. Elles ne sauraient différer notablement des résultats du sommet de Taba en 2001. Les deux peuples, dans leur grande majorité, la souhaitent.

Quelles que soient les modalités pour aboutir à la paix, seule la pleine réalisation des droits nationaux palestiniens assurera durablement la sécurité à long terme de l'État d'Israël. UAVJ soutient depuis longtemps l'idée d'une Conférence internationale qui crée les conditions concrètes de la Paix au Proche Orient, en conformité avec la légalité internationale. Elle suppose bien entendu un engagement fort des deux parties, et principalement du gouvernement israélien qui détient les principales clefs.

Nous ferons entendre obstinément la voix des Français juifs ou d'origine juive qui soutiennent les idéaux de démocratie, de liberté, d'universalité des droits de l'homme et des droits des peuples.